



LA POLYCRISE ET LES JEUNES TRAVAILLEURS

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	3
--------------	---

INÉGALITÉS ENTRE LES HOMMES ET LES FEMMES DANS LE MONDE DU TRAVAIL	4
---	---

CHANGEMENT CLIMATIQUE ET TRANSITION JUSTE	5
---	---

GUERRES ET CONFLITS	7
---------------------	---

MONTÉE DE L'EXTRÊME DROITE ET MENACES POUR LE SYNDICALISME DES JEUNES	9
--	---

CHANGEMENT GÉNÉRATIONNEL DANS LES SYNDICATS	10
---	----

TECHNOLOGIE	11
-------------	----

INTRODUCTION

Nous vivons une époque de **polycrise**, un concept qui fait référence non pas à une urgence unique, mais à la convergence de multiples crises interdépendantes qui frappent simultanément nos sociétés: crises économique, écologique, sociale, politique, technologique et du soin. Pour les **jeunes travailleurs et travailleuses**, cette réalité se traduit par un scénario caractérisé par la précarité, l'exclusion et la violence structurelle. Dans un système en crise permanente, être jeune et travailleur apparaît désormais, dans de nombreux cas, comme une double condamnation.

Ce rapport, à l'initiative du Comité de la jeunesse de la Confédération syndicale internationale (CSI), a pour objectif de rendre visibles les effets concrets de cette polycrise sur la vie, les droits et les attentes des nouvelles générations dans le monde du travail. À travers six thématiques principales – violence contre les femmes, destruction de l'environnement, conflits armés, montée de l'extrême droite, changement de génération dans les syndicats et transformations technologiques – nous analysons les difficultés que rencontrent les jeunes travailleurs d'un point de vue global, critique et syndical.

Chaque thématique s'accompagne d'une introduction générale pour

présenter le phénomène et est complétée par des **études de cas** portant sur une région, un pays ou une organisation syndicale. Le but est de montrer, à l'aide d'exemples concrets, comment la jeunesse organisée résiste, propose des solutions et agit face à un système qui ne lui offre pas d'avenir. Les faits et les contextes sont tenaces, mais la capacité de lutte, la créativité et la solidarité des jeunes syndicalistes le sont tout autant, partout dans le monde.

Ce rapport entend non seulement poser un diagnostic, mais il se révèle être aussi un outil politique – un outil pour débattre, formuler des propositions et renforcer l'action syndicale des jeunes à tous les niveaux. Face à un système en crise, les jeunes travailleurs répondent par l'organisation et l'espoir, parce que le syndicalisme n'appartient pas au passé: il représente, plus que jamais, un pari urgent sur l'avenir.

Le travail de renouvellement et de mise à jour permanente de notre mouvement est une tâche qui nous incombe à tous au sein de la CSI, mais ce sont les jeunes qui peuvent favoriser et guider les changements nécessaires, pour une simple question de génération.

Notre mouvement, bien que centenaire, a toujours été ouvert aux transformations pour atteindre notre objectif principal: représenter et défendre les travailleurs.

Écrit par Marco Pérez Molina, UGT Espagne

INÉGALITÉS ENTRE LES HOMMES ET LES FEMMES DANS LE MONDE DU TRAVAIL

Les inégalités et les disparités entre les hommes et les femmes se manifestent également dans le contexte de la polycrise. Cet ensemble d'inégalités est dû à de multiples facteurs dans le monde du travail, comme par exemple:

- Le manque d'opportunités: les femmes et les jeunes peinent à accéder à des emplois formels et à occuper des postes de direction. Pour les femmes, ce problème résulte de l'absence de politiques publiques de soins, du manque de flexibilité des horaires de travail, et de la difficulté à obtenir des promotions en raison des congés de maternité.
- Les obstacles à l'accès au monde du travail pour les migrants, les personnes noires ou d'origine africaine, les personnes issues de populations autochtones et les femmes en âge de procréer.
- Les conséquences de la crise climatique sur les pertes d'emploi, qui touchent de manière disproportionnée les secteurs les plus vulnérables, dans lesquels les femmes et les jeunes sont majoritaires.

Historiquement, les femmes et les jeunes femmes se voient attribuer uniquement le rôle de reproduction de la vie (travail dans la sphère privée ou au sein du foyer et travail de soins non rémunéré), tandis que les hommes sont investis d'un « rôle plus productif ».

Cette division sexuelle du travail limite non seulement l'accès des femmes au marché du travail, mais les expose en outre à une plus grande précarité et au travail informel, mal rémunéré et invisible, ce qui se répercute directement sur leur autonomie économique et sur le renforcement de leur construction en tant que sujets politiques du changement dans le domaine social, politique et syndical.

Actuellement, nous sommes confrontés à une série de difficultés qui appellent à combattre la violence sous toutes ses formes, le harcèlement professionnel et sexuel et la discrimination dans le monde du travail et dans les syndicats. Cette violence a une incidence négative sur la participation des femmes et des opposants dans les espaces de travail et de militantisme, d'où la nécessité de l'éradiquer et de développer le travail de prévention. C'est pourquoi, pour les jeunes travailleurs, il est urgent de ratifier et de mettre effectivement en œuvre la convention 190 de l'Organisation internationale du Travail (convention sur la violence et le harcèlement).

Pour faire face à cette situation dans le contexte de la polycrise, il est essentiel d'entreprendre les actions suivantes:

- Se battre pour des sociétés et des syndicats justes et inclusifs, dans le but d'éliminer tout type de discrimination et d'instaurer des espaces de travail sûrs et exempts de violence, de harcèlement sexuel et professionnel.
- Placer les soins au centre de la durabilité de la vie. Il est fondamental d'établir un dialogue social avec les gouvernements pour obtenir des systèmes de soins

nationaux complets, dans une perspective de droits humains.

- Renforcer la protection sociale et la lutte contre la discrimination sur le lieu de travail et, dans cet objectif: garantir l'égalité des chances et de traitement dans l'emploi; faciliter l'accès à la formation et à l'éducation syndicale, ainsi qu'à la professionnalisation; permettre d'accéder à des emplois diversifiés, sans préjugés de genre, et assurer des conditions de travail décentes et équitables.
- Promouvoir la santé et la sécurité au travail d'un point de vue intersectionnel pour offrir

des environnements de travail sains et sûrs à tous et toutes.

Selon les jeunes travailleurs et travailleuses, le combat contre la violence fondée sur le genre et pour l'égalité au travail est indissociable des défis interconnectés qui caractérisent la polycrise. Par conséquent, l'unité syndicale joue un rôle indispensable, avec la participation réelle et effective des femmes, des jeunes et des personnes incarnant la diversité sexuelle, pour aboutir aux transformations auxquelles nous aspirons.

Écrit par Nallely Domínguez, Secrétariat des politiques sociales de la CSA

CHANGEMENT CLIMATIQUE ET TRANSITION JUSTE

Depuis la révolution industrielle, le recours massif aux combustibles fossiles a alimenté un développement économique sans précédent, mais au prix de lourds coûts sociaux et environnementaux. La crise climatique n'est plus une menace future: elle représente un danger pour nos sociétés, notre santé, nos emplois, nos écosystèmes. Des sécheresses et inondations amènent à des pertes de terres agricoles et aux déplacements forcés. Les températures de plus en plus extrêmes constituent un risque pour la santé et la sécurité au travail, ou rendent certains emplois impossibles.

Une transition juste, c'est garantir que personne ne soit exclu: travailleurs, communautés du Sud et populations précaires doivent être accompagnés et

protégés dans ce changement. Le financement et la coopération internationale sont essentiels. Les pays riches doivent soutenir les plus vulnérables pour une transition équitable et durable.

Outre le changement climatique lui-même, les politiques pour lutter contre le changement climatique, comme les investissements dans une production plus verte ont également un grand impact sur les travailleurs et travailleuses: fermeture de certaines productions, besoins de reconversion pour l'emploi dans une production plus verte, etc.

CAS: IMPACT INÉGAL

BELGIQUE:

En 2019, des dizaines de milliers de jeunes ont participé à des dizaines de grèves pour le

climat dans leurs écoles. Leurs appels à des mesures fortes et urgentes pour le climat sont ignorés par les politiciens. Deux ans plus tard, en 2021, une inondation majeure a lieu, liée au changement climatique. Des dizaines de personnes perdent la vie. L'accès au gaz, à l'électricité et à l'eau potable a été rendu plus difficile dans plusieurs régions. Il est frappant de constater que les personnes les plus précaires ont été les plus durement touchées. Elles vivent davantage dans des logements (locatifs) bon marché, plus souvent situés dans des zones inondables, et n'ont pas souvent accès à une assurance, etc.

Les employés des secteurs et entreprises polluants, comme la métallurgie, la chimie et l'énergie, craignent de perdre leur emploi. La nouvelle production plus verte exige souvent un niveau d'études supérieur et nécessite moins de personnel. Il n'y a pas de sécurité d'emploi et les politiques antisociales ne font que créer davantage d'emplois précaires, des attaques contre les personnes sans-emploi, etc.

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO:

La transition énergétique, bien qu'indispensable contre le changement climatique, entraîne des problèmes éthiques majeurs liés à l'exploitation de minéraux stratégiques comme le cobalt, le lithium et les terres rares. Ces ressources proviennent souvent de pays du Sud, tels que la République Démocratique du Congo, le Chili ou l'Indonésie, où les conditions de travail sont précaires, parfois dangereuses, notamment pour les jeunes et les enfants.

Conséquences: pollution, déforestation, insécurité alimentaire, conflits armés et marginalisation sociale. La République Démocratique du Congo, malgré ses faibles émissions de CO₂, subit fortement les effets du réchauffement climatique (inondations, sécheresses, perturbation des saisons).

Paradoxe: considérée comme un « pays-solution » grâce à ses forêts et son potentiel hydroélectrique, la République Démocratique du Congo paie un lourd tribut à une transition verte souvent déséquilibrée et injuste.

Les pays industrialisés sont des grands responsables, grands consommateurs, externalisent les impacts sans garantir des pratiques équitables, malgré certains accords comme le Critical Raw Materials Act.

LES JEUNES

Si les défis sont de taille, la transition offre également de profondes opportunités, notamment pour le monde du travail (nouveaux emplois offrant de meilleures conditions de travail, reconversion et avantages en matière d'éducation, etc.). Elle peut engendrer des effets positifs bien plus importants que le statu quo actuel et s'attaquer aux racines des inégalités socio-économiques structurelles. Pour concrétiser ces opportunités, il est important que toutes les parties prenantes, en particulier les travailleurs et les jeunes travailleurs, soient impliquées dans l'élaboration et la mise en œuvre des stratégies et politiques climatiques.

Les jeunes travailleurs et travailleuses peuvent agir dans leur métier pour rendre leur environnement professionnel plus durable. Ils peuvent se former aux métiers verts et s'adapter aux nouveaux secteurs liés à l'écologie. Ils ont le pouvoir d'exiger des politiques qui prennent en compte leurs conditions de travail face aux enjeux climatiques.

En s'unissant dans des collectifs, syndicats ou mouvements, ils peuvent peser pour une transition plus juste.

Ecrit par Hervé Kambiniam Salambote, CDT RDC Congo et Elise Graeghs, FGTB Belgique

GUERRES ET CONFLITS

LES JEUNES DU BÉLARUS PRIS ENTRE DEUX FEUX

Nous vivons à une époque définie par des conflits – politiques, militaires et sociétaux. Ils sont tous inextricablement liés entre eux et mènent souvent l'un à l'autre. Les responsables politiques, soucieux de satisfaire leur électorat, recourent de plus en plus aux outils militaires pour détourner l'attention de la population de problèmes économiques et sociaux plus profonds. Des dirigeants comme Vladimir Poutine, Donald Trump et Benyamin Netanyahu sont connus pour fasciner le grand public, dans leurs pays respectifs, en usant de démonstrations de puissance militaire à l'étranger, ce qui éloigne leurs concitoyens des questions internes plus pressantes.

Ce sont toujours les jeunes qui souffrent le plus des conflits militaires. Les jeunes sont envoyés en première ligne. Ils sont exploités, constituant une main-d'œuvre bon marché pour fabriquer des armes. Ce sont les jeunes esprits qui sont rééduqués par la propagande militaire dans les écoles et les universités, lorsque les États choisissent le sentier de la guerre. Ils sont contraints de tout donner et de tout perdre pour de vagues idées de patriotisme artificiel et de sacrifice pour la patrie.

Depuis longtemps, le Bélarus est plongé dans une crise politique qui ne cesse de s'aggraver. Depuis l'arrivée au pouvoir de son premier – et toujours unique – président, Alexandre Loukachenko,

toutes les institutions de l'État sont progressivement tombées sous son contrôle, et les voix de l'opposition ont été réprimées. Les jeunes ont toujours été la cible principale de cette répression. Le régime a fait main basse sur toutes les organisations de la jeunesse et les a réunies au sein d'une même organisation, l'Union républicaine de la jeunesse du Bélarus. Autrefois indépendante et autonome, elle est devenue le porte-parole de la nouvelle idéologie gouvernementale.

Avec de nombreuses autres organisations de jeunes, elle a formé une nouvelle génération de jeunes Biélorusses – loyaux, militants et silencieux. On leur a appris à obéir à ceux qui donnent les ordres et à mépriser tout ce qui les remet en cause. Plus important encore, les jeunes ont été découragés de penser de manière critique. Des slogans retentissants tels que « le passé sacré », « la vie pour la patrie » et « la mort pour les ennemis » sont utilisés pour détourner l'attention des problèmes quotidiens – une stratégie de guerre en temps de paix. Il s'agit d'une préparation continue au conflit, alimentée par un autre type de conflit: une lutte pour les esprits. Une guerre pour la jeunesse.

En 2020, après 26 ans de guerre implacable pour la jeunesse biélorusse, les résultats les plus visibles semblaient être la victoire constante du système d'Alexandre Loukachenko. Cependant, la nouvelle génération de Biélorusses a décidé d'emprunter une autre voie. Elle a commencé à remettre en question le seul statu quo qu'elle ait connu. Du jour au lendemain, l'ancienne idéologie s'est dissipée et les jeunes, unis par la solidarité, sont descendus dans les rues pour gagner pacifiquement la guerre. Ils portaient des fleurs, pas des armes. Ils portaient

des vêtements blancs, pas des tenues de camouflage. Ils n'ont pas gagné...

Depuis lors, le Bélarus est devenu le territoire le plus isolé d'Europe, gouverné par un des régimes les plus répressifs au monde. Les personnes qui n'ont pas pu s'enfuir ont été emprisonnées. D'autres ont été réduites au silence. Je ne sais pas si les citoyens peuvent gagner une guerre contre un régime cruel avec des fleurs alors qu'ils sont attaqués à balles réelles. Mais ce que je sais, c'est que la lutte pour l'esprit de la jeunesse n'est pas encore perdue.

En tant que syndicats, nous devons nous emparer de cette lutte. Une fois que nous aurons réussi, il n'y aura plus de place pour les conflits meurtriers dans la société juste, démocratique et égalitaire que nous nous efforçons de construire.

Écrit par Yauheni Dzenisenka, BKDP Bélarus

SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

L'histoire nous rappelle que la paix n'est pas une question secondaire pour le mouvement syndical. Elle est au cœur du travail des syndicats.

De la même manière que les syndicats défendent des salaires équitables et des lieux de travail sûrs, nous devons défendre le droit

de tous les travailleurs et travailleuses – et en particulier des jeunes – de vivre à l'abri de la guerre, de la militarisation et de la répression. Laisser les jeunes passer les années les plus déterminantes de leur vie dans le conflit revient à trahir des générations entières, que ce soit par la conscription des jeunes au Bélarus et au Myanmar, par la famine et la violence infligées aux enfants à Gaza et au Soudan, et dans toutes les zones où les jeunes sont privés de sécurité, d'apprentissage et de joie de vivre.

En Nouvelle-Zélande, Aotearoa de son nom maori, les syndicats répondent à l'appel. Le syndicat enseignant *Post Primary Teachers' Association* (PPTA) **a condamné les crimes contre l'humanité et affirmé que la paix était au centre du travail des syndicats**. Nous ne sommes pas seuls. Un mouvement mondial se développe actuellement.

Et dans ce mouvement, les syndicalistes ne doivent jamais être neutres. Nous ne devons jamais nous taire.

Quand les jeunes sont pris pour cibles, rééduqués et enrôlés – aussi bien par l'armée que par idéologie – c'est le mouvement syndical qui doit faire contrepoids et soutenir avec force que personne ne devrait avoir à sacrifier sa jeunesse pour des guerres menées par d'autres.

Écrit par Zoë Port, Aotearoa Nouvelle-Zélande

MONTÉE DE L'EXTRÊME DROITE ET MENACES POUR LE SYNDICALISME DES JEUNES

Ces dernières années, nous avons assisté à une montée inquiétante des forces politiques d'extrême droite, aussi bien en Europe qu'en Amérique latine. Ce mouvement, souvent présenté sous les slogans de « liberté », « ordre » ou « redressement national », porte directement atteinte aux valeurs démocratiques, aux droits du travail et au rôle des organisations syndicales, en particulier les organisations composées de jeunes.

Dans le contexte européen, la croissance électorale des partis d'extrême droite a été particulièrement forte chez les jeunes électeurs. Des études montrent que dans des pays comme la France, l'Allemagne, l'Italie, la Pologne et le Portugal, les partis ultraconservateurs ont obtenu des résultats significatifs chez les moins de 35 ans, ce qui s'explique en partie par l'utilisation massive des médias sociaux comme principale source d'information: plus de 80 % des jeunes s'informent uniquement sur Internet, et moins de la moitié d'entre eux vérifient le contenu des informations. Ce phénomène facilite la propagation des discours populistes, nationalistes, autoritaires et profondément antisyndicaux.

En Europe comme en Amérique latine, les partis d'extrême droite promeuvent une vision du monde qui accuse les syndicats d'être responsables des problèmes économiques et de faire obstacle au développement, à la compétitivité ou à la modernisation. Ces

partis proposent de déréglementer les marchés du travail, de limiter la négociation collective et de réduire l'influence des syndicats sur les décisions des entreprises. Ils favorisent par ailleurs des politiques qui restreignent les droits fondamentaux tels que la liberté d'expression, le droit de grève ou l'égalité devant la loi, en encourageant les discours de haine et les pratiques discriminatoires qui affaiblissent la cohésion sociale.

Le cas argentin confirme cette tendance. L'arrivée au pouvoir des forces d'extrême droite s'est accompagnée d'une progression systématique des pratiques antisyndicales, des discours de haine et d'une campagne de délégitimation des organisations de travailleurs. Sous prétexte de lutter contre les « mafias syndicales », les droits fondamentaux des travailleurs ont été directement pris pour cibles, notamment le droit de grève, la négociation collective et la liberté d'organisation. La contestation sociale est criminalisée et les dirigeants syndicaux sont stigmatisés, en particulier les jeunes militants, qui font l'objet de licenciements, de menaces et de persécutions.

Ce processus repose sur un discours idéologique qui nie la mémoire historique du mouvement syndical, méprise le rôle de l'État et met en avant l'individualisme, la méritocratie et l'exclusion. Il promeut une logique « d'entrepreneuriat » forcé et de flexibilisation du travail qui occulte la destruction du travail décent, stable et bénéficiant d'une représentation collective.

Face à ce scénario, nous réaffirmons que le syndicalisme des jeunes est un outil essentiel pour la résistance et la construction

démocratique. La jeunesse organisée dans le monde du travail joue un rôle primordial pour préserver les droits acquis et lutter pour un avenir fondé sur la justice sociale. Il est donc urgent de dénoncer et de rejeter ces pratiques autoritaires au niveau international et de

renforcer les réseaux mondiaux de solidarité pour protéger les personnes qui défendent le travail et la démocratie partout dans le monde.

Écrit par Melina Nahir Santilli, CGT-RA Argentine et Aleksandra Zdanowska, FNV Pays-Bas

CHANGEMENT GÉNÉRATIONNEL DANS LES SYNDICATS

Le changement générationnel au sein des syndicats est une préoccupation de plus en plus pressante. La domination de l'idéologie néolibérale, qui prône la déréglementation, la flexibilité du travail, la réduction de l'intervention de l'État et la primauté du marché, a contribué à la diabolisation et à la marginalisation du syndicalisme. Les syndicats sont souvent présentés comme des obstacles au progrès, ce qui a découragé la participation des jeunes et contribué au vieillissement de leurs adhérents.

Dans ce contexte de précarité du marché du travail et d'insécurité de l'emploi, les jeunes ont tendance à considérer les syndicats traditionnels comme rigides, obsolètes, voire risqués pour leur carrière. Nombre d'entre eux se tournent alors vers des formes informelles ou alternatives de représentation des travailleurs et travailleuses, plus proches de leurs réalités.

Cette situation a plusieurs conséquences:

- Le déclin de l'engagement des jeunes affaiblit la capacité des syndicats à représenter l'ensemble des travailleurs et travailleuses.

- Les médias et les discours politiques renforcent les perceptions négatives, aliénant davantage les jeunes travailleurs et travailleuses.
- La normalisation néolibérale marginalise les droits collectifs au profit de la compétitivité des entreprises.

Pourtant, les syndicats demeurent essentiels à la protection des droits des travailleurs et travailleuses et à la lutte contre les inégalités. Un renouveau stratégique s'impose:

- Réinventer les stratégies de recrutement pour atteindre et inspirer les jeunes travailleurs et travailleuses.
- Moderniser le discours syndical pour refléter le langage, les valeurs et les aspirations de la jeune génération.
- Diversifier le leadership et la participation pour mieux représenter la main-d'œuvre en évolution.

Revitaliser l'engagement des jeunes n'est pas seulement une option, mais une nécessité pour la pérennité, la pertinence et la puissance du mouvement syndical. Cela exige des changements radicaux dans les méthodes

d'organisation et une refonte de la signification de l'action collective au XXI^e siècle.

De plus, la transformation numérique et l'essor du travail sur plateforme ont créé de nouveaux espaces d'engagement social, mais aussi de nouvelles formes d'exploitation. Les jeunes travailleurs et travailleuses sont surreprésentés dans ces secteurs, ce qui rend crucial pour les syndicats d'innover dans leurs approches par le biais de l'organisation numérique, des alliances avec les mouvements de jeunesse et de la défense de politiques inclusives qui reflètent les réalités économiques actuelles.

La situation est encore plus urgente pour les travailleurs et travailleuses de l'économie informelle, souvent privés de protections sociales de base, de revenus stables et de représentation. Une grande partie des jeunes travailleurs et travailleuses, notamment dans les pays en développement, occupent des emplois informels ou précaires. Les syndicats doivent étendre leur portée et élaborer des modèles d'organisation innovants et flexibles pour se

connecter à ces travailleurs et travailleuses, en veillant à ce que leur voix soit entendue et leurs droits défendus. Soutenir les travailleurs et travailleuses de l'économie informelle est essentiel non seulement pour la justice sociale, mais aussi pour la vitalité et l'inclusion à long terme du mouvement syndical.

Pour relever ces défis, les syndicats doivent devenir des espaces d'autonomisation et d'appartenance pour les jeunes. Cela implique de favoriser le dialogue intergénérationnel, d'encourager le leadership des jeunes et de créer des environnements sûrs et démocratiques où les jeunes travailleurs et travailleuses peuvent exprimer leurs préoccupations et façonner l'avenir des mouvements syndicaux. Ce n'est qu'à cette condition que les syndicats pourront retrouver leur rôle de force dynamique en faveur de la justice sociale et de l'égalité dans le monde moderne.

Ecrit par Kera Hodabalo Tchanoutema, CNTT Togo et Satyajeet Reddy Gongolla, INTUC Inde

TECHNOLOGIE

L'arrivée de l'intelligence artificielle (IA) sur le lieu de travail est largement présentée comme un gage d'efficacité, d'innovation et même d'un meilleur équilibre entre vie professionnelle et vie privée. Mais derrière ce discours optimiste se cache une contradiction croissante. Pour les jeunes travailleurs et travailleuses, en particulier dans les pays du Nord, l'IA ne diminue pas la charge de travail, elle l'augmente. La pression exercée pour accélérer les performances, traiter davantage de données et s'adapter à des outils

numériques en constante évolution redéfinit les attentes en matière de travail, accroît la charge mentale et aggrave la précarité. L'IA est devenue un piège de la productivité: on attend des travailleurs qu'ils en fassent plus, pas moins, pour un salaire identique, voire inférieur.

ÉTUDE DE CAS: ALLEMAGNE – L'IA DANS LES AGENCES DE MARKETING NUMÉRIQUES

En Allemagne, et plus précisément à Berlin et à Hambourg, les agences de marketing numériques ont rapidement adopté les outils

d'IA générative tels que ChatGPT et Midjourney, ainsi que d'autres plateformes d'automatisation de création de contenu et d'analyse. Ces outils sont annoncés comme des moyens de rendre le travail plus efficace. Cependant, les jeunes employés, dont beaucoup ont moins de 30 ans, font état d'une tout autre réalité.

Au lieu de diminuer leur charge de travail, l'IA augmente les attentes à l'égard des travailleurs. Désormais, une personne doit à elle seule rédiger dix textes de campagne par jour (contre cinq auparavant), créer des images, relire les résultats proposés par l'IA, et rendre des analyses plus rapidement. La charge de travail des humains n'a pas été divisée par deux, elle a doublé, dans la mesure où les résultats de l'IA doivent souvent être retravaillés, ce qui entraîne une fatigue cognitive et un épuisement professionnel.

Des syndicats comme ver.di ont commencé à rassembler des informations sur ces questions, notant que les outils de l'IA sont souvent mis en place sans négociation ni réglementation. Les jeunes travailleurs en période d'essai ou sous contrat temporaire se sentent incapables de refuser des exigences accrues. Ils se disent également angoissés à l'idée d'être remplacés par les outils qu'ils sont contraints d'utiliser, ce qui se traduit par une dégradation de la santé mentale et un climat de concurrence silencieuse.

Conclusion:

L'IA, utilisée sans cadres éthiques bien définis, ni conventions collectives ou consultations des jeunes travailleurs, risque d'aggraver les inégalités existantes. Pour les jeunes travailleurs, plus spécialement dans les secteurs compétitifs de la technologie, l'IA n'est pas seulement un outil, c'est un moyen de pression structurel.

Les syndicats doivent:

- Exiger la transparence dans la mise en œuvre de l'IA.
- Plaider pour des droits numériques et la limitation de la charge de travail.
- Veiller à ce que la voix des jeunes soit au centre des négociations des nouvelles normes technologiques.
- Faire pression en faveur de la protection de la santé mentale et d'une rémunération équitable.

L'intelligence artificielle ne doit pas être un mécanisme destiné à faire travailler davantage les jeunes.

Elle doit servir à humaniser le travail, et non à l'intensifier.

Écrit par Nikola Bobic, CATUS Serbie

CSI

Confédération syndicale internationale

info@ituc-csi.org

www.ituc-csi.org

Téléphone: +32 (0)2 224 02 11

Boulevard du Jardin Botanique, 20
1000 Bruxelles - Belgique

Éditeur légalement responsable:
Luc Triangle, secrétaire général

